



Déclaration liminaire
du
CSAL du 30 mars 2026

Monsieur le président ,

Nous sommes réunis cette année encore pour le CSAL emplois et une fois de plus pour acter des suppressions d'emploi avec pour conséquence une casse du service public.

Depuis 2008 c'est plus de 32 000 emplois qui ont été supprimés à la DGFIP et la loi de finances 2026 en prévoit 550 de plus!

La CGT Finances Publiques 43 condamne ces nouvelles suppressions d'emplois qui continueront à détériorer les conditions de travail des agent(e)s en faisant peser sur eux des charges de travail toujours plus importantes, et à dégrader la qualité du service public.

Mais derrière ces chiffres se cache un nouveau tour de passe-passe : Le 1er janvier 2026 la DGFIP a mis en oeuvre sa nouvelle méthode d'allocation des emplois qui remplace le TAGERFIP par un système basé sur les ETP (équivalents temps plein), mettant fin à « l'emploi chaise » et à toute visibilité sur les postes vacants !

Le constat est affligeant : plutôt que de « recruter » et de « titulariser » les agent(e)s nécessaires au bon fonctionnement des services, l'administration préfère changer l'outil de mesure pour masquer l'ampleur des suppressions d'emplois.

La CGT Finances publiques 43 condamne cette nouvelle méthode de répartition des emplois.

27 agents de moins pour le département voilà ce qui ressort du nouveau mode de calcul avec les mêmes charge de travail pour les agents .

Et pour les contribuables de moins en moins de présence physiques dans les accueils , la dématérialisation forcée et tant pis pour les personnes qui souffre illectronisme.

A nouveau cette année le sujet des emplois , pourtant au coeur des conditions de travail des agent(e)s et de l'avenir du service public, sera présenté « Pour information » aux organisations syndicales !! Voilà la conception du dialogue social à la DGFIP .

Il est grand temps de changer tout ça et de recréer des emplois de fonctionnaires dans les services publics plutôt que d'utiliser le budget à armer les « va-t-en guerre » et accroître les fortunes des actionnaires de l'armement.